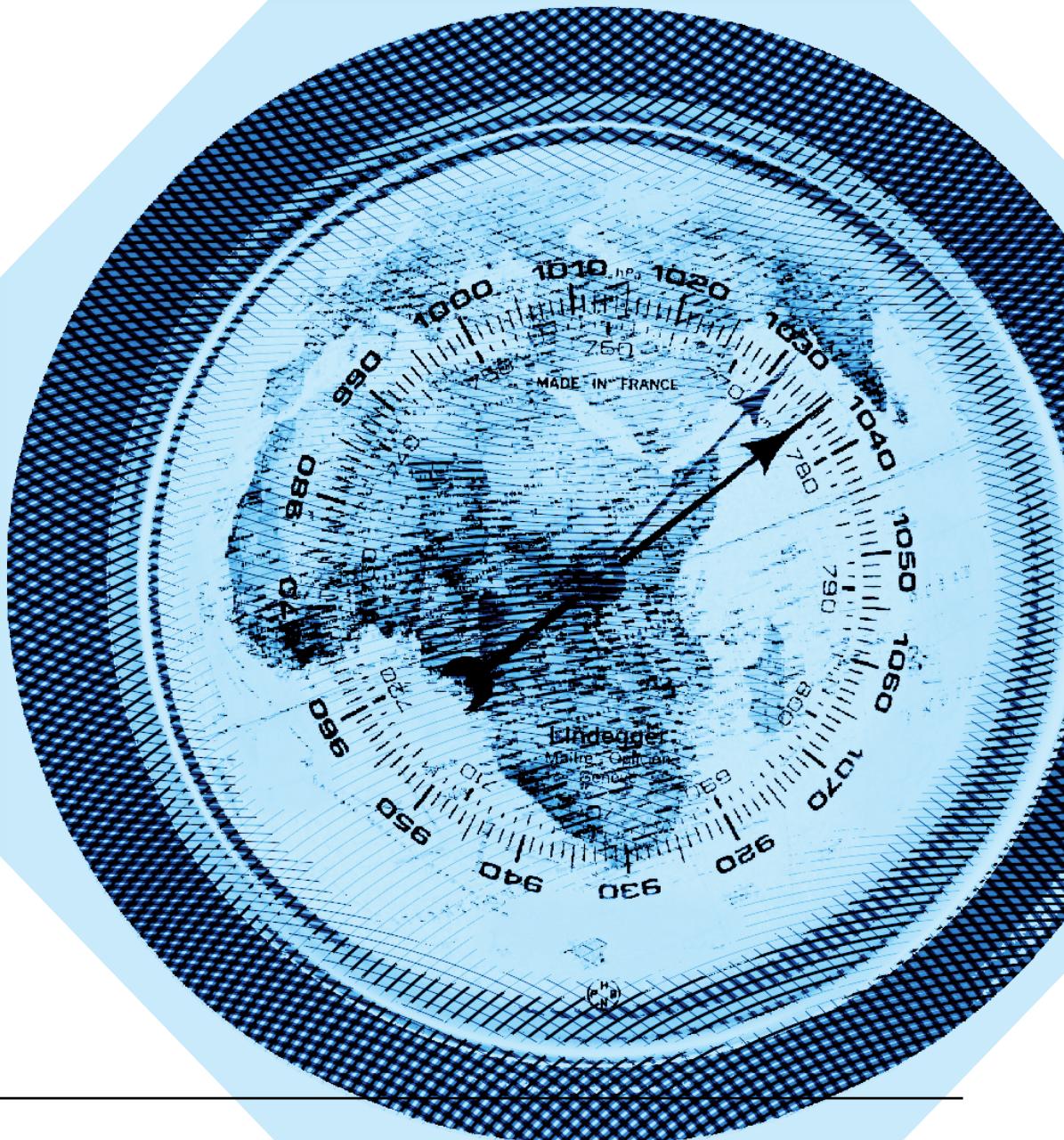


BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



INTRODUCTION

QUESTIONS DE GENRE : PERCEPTIONS DES FRANÇAIS.ES SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EN FRANCE ET DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

A l'heure où la question du droit des femmes dans la société s'est inscrite à l'agenda politique et médiatique à l'occasion de l'éclatement de l'affaire Weinstein et du mouvement social #MeToo, cet opus du Baromètre de la solidarité internationale se propose de lever le voile sur les opinions des français à propos de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous nous proposons ici d'observer comment s'organisent les attitudes et opinions sur cette question de genre, tant au sein de la société française qu'à l'aulne des problématiques de développement des pays du « Sud ».

Notre étude s'appuie sur le questionnement de valeurs (l'égalité, la justice), de principes fondamentaux (la non-discrimination des femmes), et de priorités en matière de stratégies de développement. Ces réponses offrent aussi l'occasion d'observer des similitudes ou des divergences notoires entre les opinions françaises et les opinions britanniques, allemandes ou américaines.

Cette analyse fait écho à la priorité affichée d'Emmanuel Macron de faire de l'émancipation des femmes une des priorités de son quinquennat. Le gouvernement français a d'ores et déjà mis cette question à l'agenda officiel du prochain G7 sous présidence française qui se tiendra en 2019.

Au premier regard, promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes apparaît comme une opinion largement partagée en France, tant par les femmes que par les hommes, tant par les jeunes que les plus âgés, par les sympathisants de droite comme de gauche, et quel que soit l'angle de l'analyse (sphère privée, vie professionnelle, etc.).

Cependant, lorsqu'il est question d'encourager cette valeur sociétale dans les pays en développement, des oppositions s'expriment. Il y a d'un côté ceux qui considèrent l'égalité entre les sexes à la manière d'un principe fondamental universel à défendre *urbi et orbi*. De l'autre, on identifie ceux qui formulent des réticences à imaginer les pays du Nord imposer aux pays du Sud des valeurs ethno-centrées en contradiction avec des spécificités culturelles locales. Sans doute peut-on identifier, ici, l'appréhension des français de voir réémerger l'argument de prétendues « bonnes intentions » jadis exprimées pendant la colonisation.

1. LA PERCEPTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES EN FRANCE

QUESTION POSÉE :

« LES HOMMES ET FEMMES SONT ÉGAUX EN FRANCE. - Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non. »

RÉSUMÉ

Cette question fait moins appel au registre des opinions portant sur la nécessité d'une égalité entre femmes et hommes, qu'au registre des perceptions individuelles à partir de ce qui s'observe, notamment dans la société française.

Les répondants sont appelés à estimer une situation en France, à partir de leurs propres points de vue, nourris d'une combinaison d'expériences personnelles, d'informations médiatiques et de discours abondamment diffusés dans l'espace public.

A la manière d'une situation incontestable, l'inégalité avérée entre femmes et hommes est presque devenue un lieu commun gouvernant plusieurs domaines (professionnel, politique, affectif, familial, etc.). Tandis que la question ici posée suggère de collecter des réponses à propos de l'égalité entre femmes et hommes, d'un point de vue théorique : les femmes et les hommes sont-ils égaux (sous-entendu « en droit ») en France ?

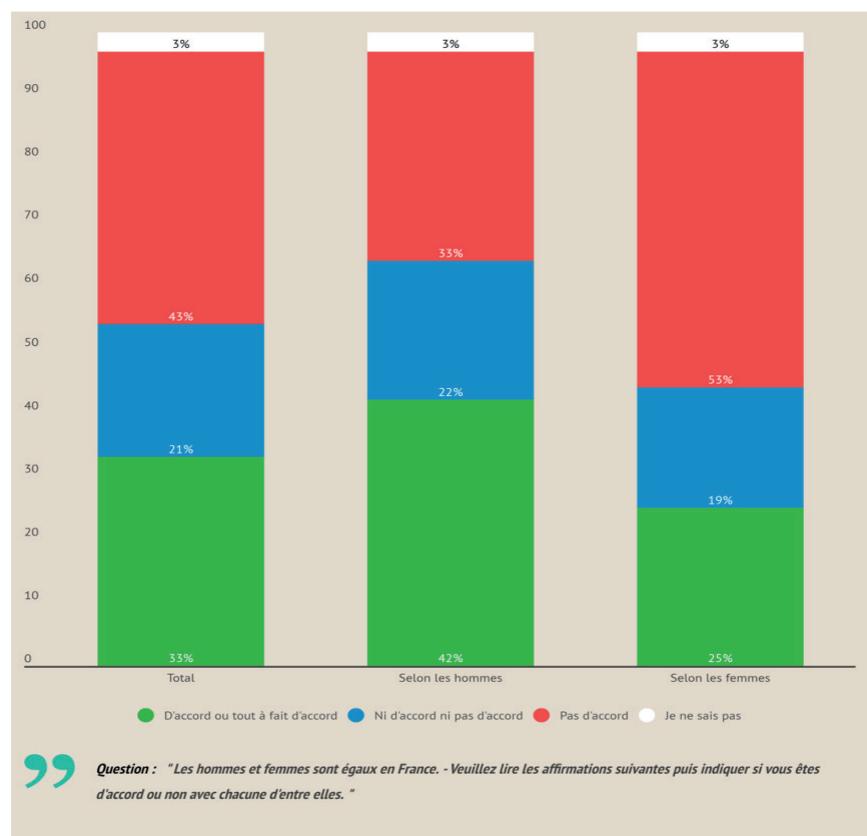
Deux dimensions sont donc à l'œuvre dans les réponses obtenues à cette affirmation que les répondants sont invités à estimer.

- ◆ La dimension culturelle : tant que la question de l'égalité entre les femmes et les hommes se pose, c'est précisément qu'il est (collectivement) su que la situation des femmes et des hommes n'est pas égalitaire.
- ◆ La dimension théorique : en France, l'égalité entre tous, c'est à dire entre les femmes et les hommes, est un principe de droit.

L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES : MYTHE OU RÉALITÉ ?

- ◆ 43% des français estiment que les femmes et les hommes sont égaux en France, tandis que 33% pensent le contraire.
- ◆ Ces opinions témoignent qu'en France, l'égalité entre femmes et hommes ne va pas de soi. Il y a même une distorsion majeure entre les réponses formulées par des hommes et les réponses formulées par des femmes.

UNE OPINION GLOBALE DÉCLINÉE EN DEUX OPINIONS « GENRÉES » DISTINGUANT LES AVIS MASCULINS DES AVIS FÉMININS



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

Quand l'égalité entre les sexes paraît plutôt évidente pour 42% des hommes, seules 25% des femmes l'identifient.

A l'opposé, quand 33% des hommes ne reconnaissent pas d'égalité entre hommes et femmes en France, 53% des femmes partagent cet avis.

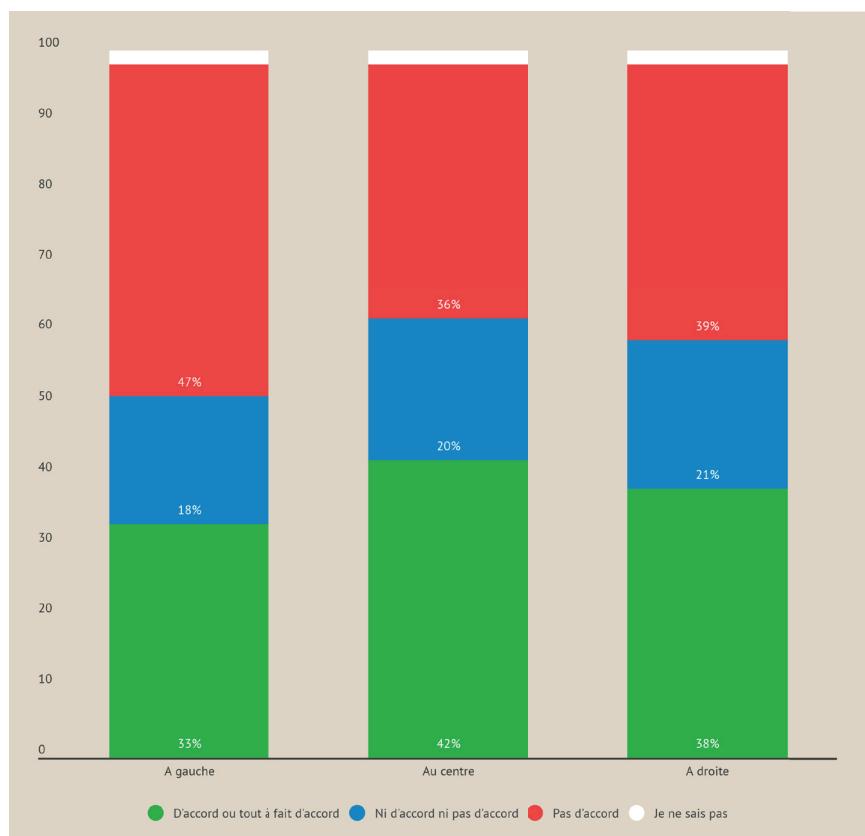
Autrement dit, la perception des inégalités entre les sexes est une affaire de... sexe.

Si la répartition par âge ne donne pas d'enseignement majeur, il faut quand même retenir que c'est finalement pour les jeunes de moins de 25 ans que les inégalités entre femmes et hommes en France sont les plus manifestes.

LA PERCEPTION DE L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES À L'AULNE DE L'ORIENTATION POLITIQUE

La perception de l'égalité entre les femmes et les hommes en France n'est pas linéaire en fonction de l'orientation politique. Même si les sympathies politiques ne jouent pas de façon majeure dans la répartition des opinions sur cette question, elles font cependant varier les perceptions entre les sympathies de droite, du centre ou de gauche.

L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES : UN CONSTAT POUR LES SYMPATHISANTS DE DROITE ? UNE PRÉOCCUPATION POUR LES ÉLECTEURS DE GAUCHE ?



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

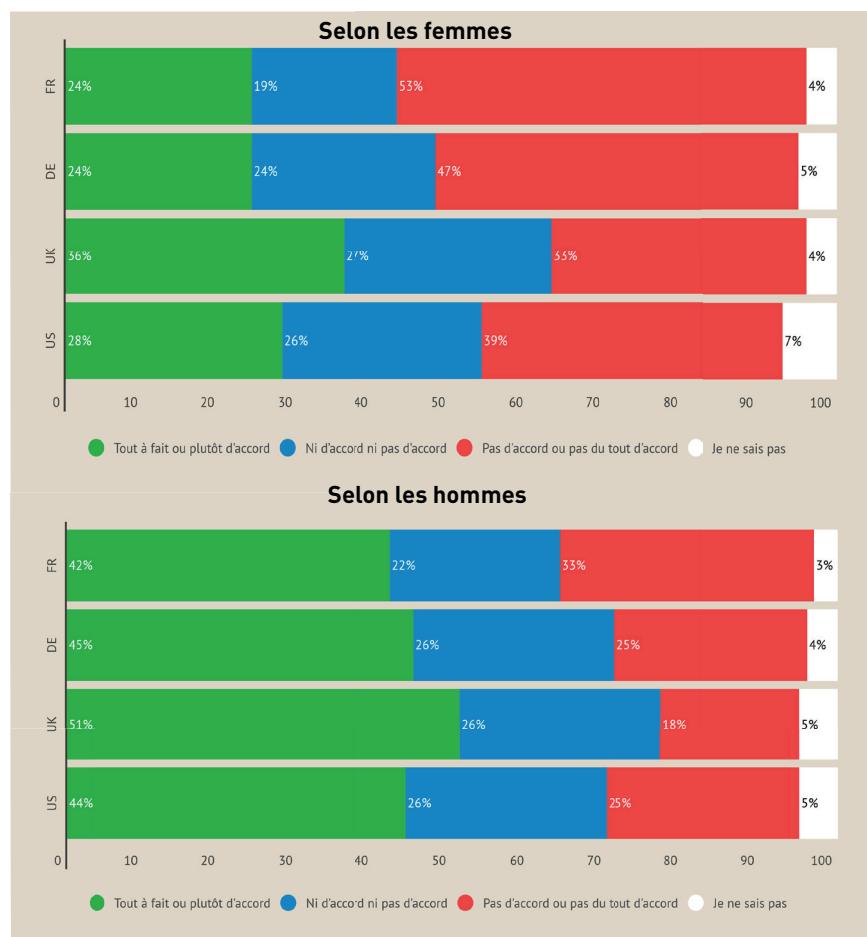
Source : www.ucl.ac.uk

- ◆ Les sympathisants de gauche (33%) sont moins enclins à reconnaître une égalité entre femmes et hommes en France que les sympathisants de droite (38%). Doit-on y voir un constat ?
- ◆ C'est finalement chez les sympathisants du centre que la perception de l'égalité entre femmes et hommes semble la plus acquise (42%). Doit-on y voir l'expression d'un principe ?
- ◆ Les opinions des sympathisants de droite sont partagées sur cette question, à mi-chemin entre les sympathisants de gauche et ceux du centre.

L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES VUE D'ALLEMAGNE, DU ROYAUME-UNI ET DES ETATS-UNIS

- ◆ C'est en France que les inégalités entre les femmes et les hommes sont les plus reconnues par les citoyens (43%), contre 36% en Allemagne, 32% aux Etats-Unis et 25% au Royaume-Uni.
- ◆ C'est en France que les hommes reconnaissent le plus les inégalités entre les sexes.
- ◆ A l'opposé, c'est au Royaume-Uni que cette inégalité est la moins reconnue par les hommes.

UNE PERCEPTION D'ÉGALITÉ TYPIQUEMENT BRITANNIQUE VS. UNE CONSCIENCE D'INÉGALITÉ(S) DAVANTAGE FRANÇAISE



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

Quand on observe les réponses des femmes, c'est également en France que l'égalité entre femmes et hommes paraît la moins évidente.

Et c'est également au Royaume-Uni que cette inégalité de fait entre les sexes est la moins reconnue par les femmes elles-mêmes.

2. LA RECONNAISSANCE D'UNE INÉGALITÉ DE SALAIRE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

QUESTION POSÉE :

« LES FEMMES TOUCHENT SOUVENT DES SALAIRES PLUS BAS QUE LES HOMMES POUR DES EMPLOIS IDENTIQUES. - Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non. »

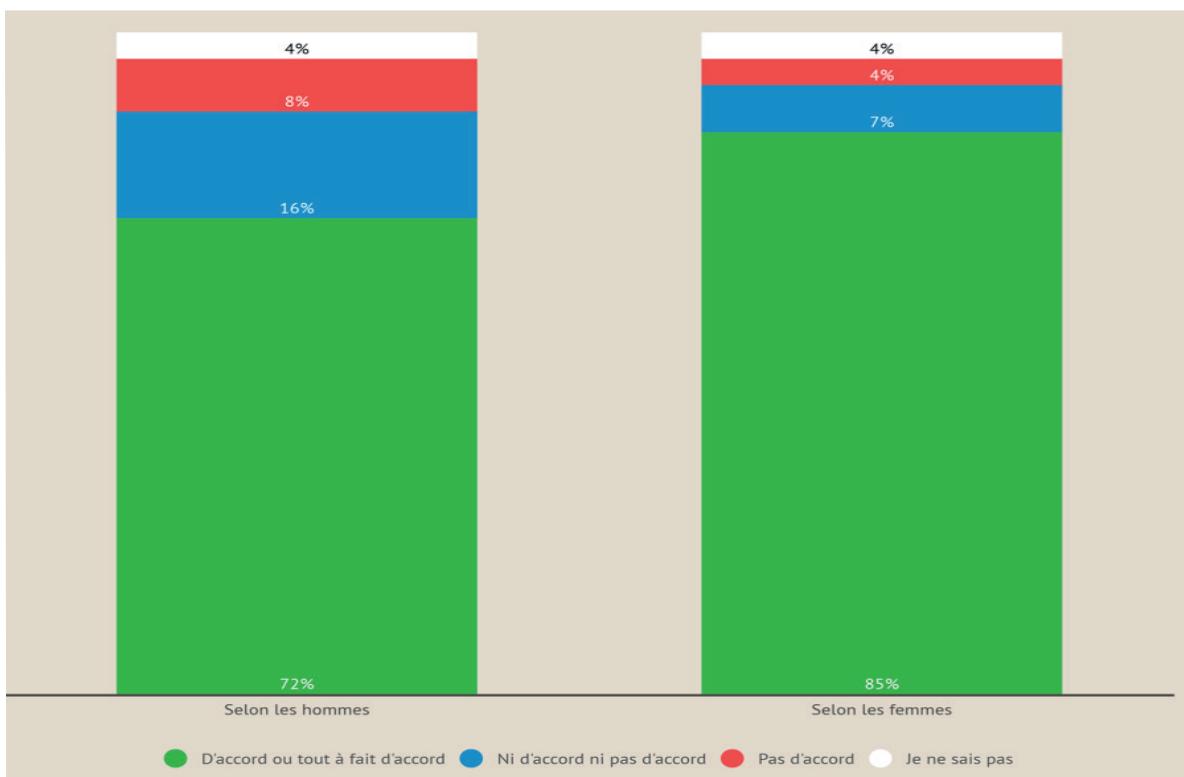
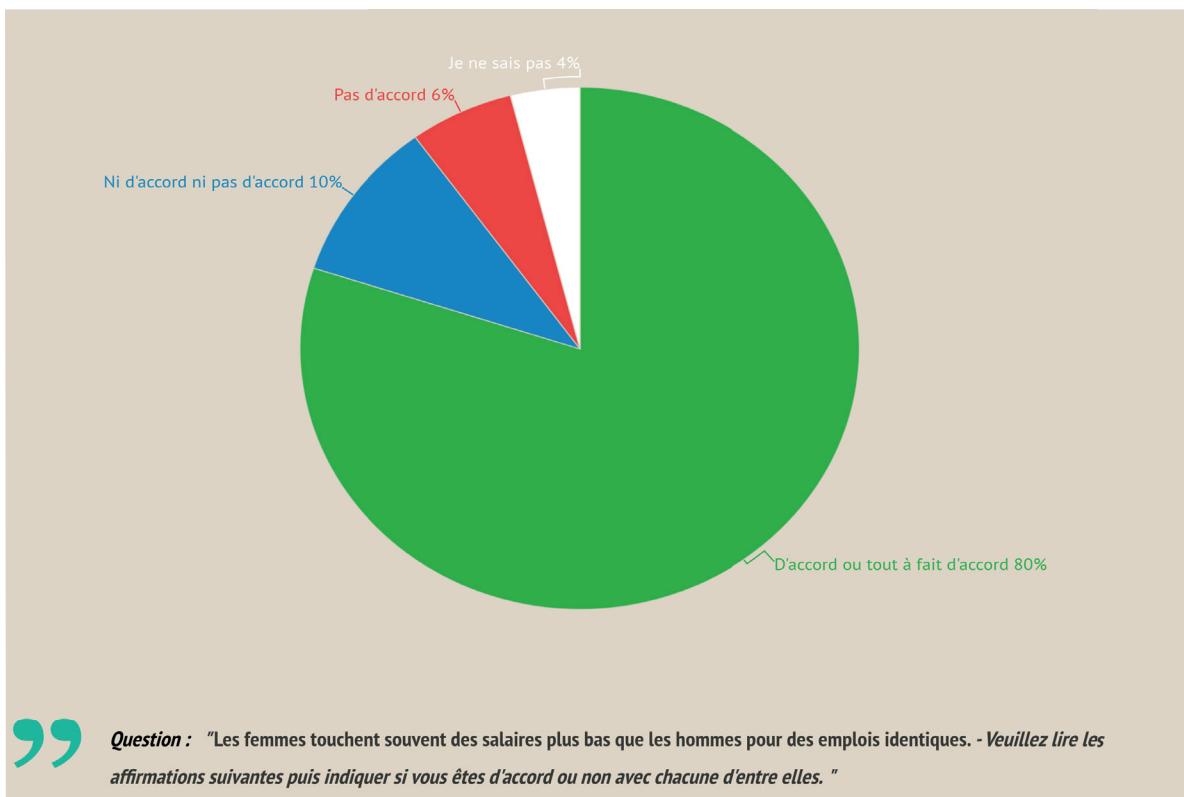
RÉSUMÉ

En France, il est massivement reconnu (80%) que les salaires des femmes sont plus bas que ceux des hommes. Cette inégalité ayant fait l'objet de nombreux débats, elle s'exprime comme un constat partagé.

Cependant, la reconnaissance d'une disparité des revenus entre les hommes et les femmes n'est pas perçue de la même manière selon qu'on est un homme ou une femme. Avec 13 points d'opinions différentes entre les répondants hommes et les répondants femmes, on peut en déduire qu'il s'agit là d'une reconnaissance émanant d'une opinion genrée basée sur une expérience vécue.

En 2014, le revenu salarial moyen des femmes travaillant dans le secteur privé et la fonction publique était en effet inférieur de 24% à celui des hommes, indiquait l'[INSEE](#) en 2017.

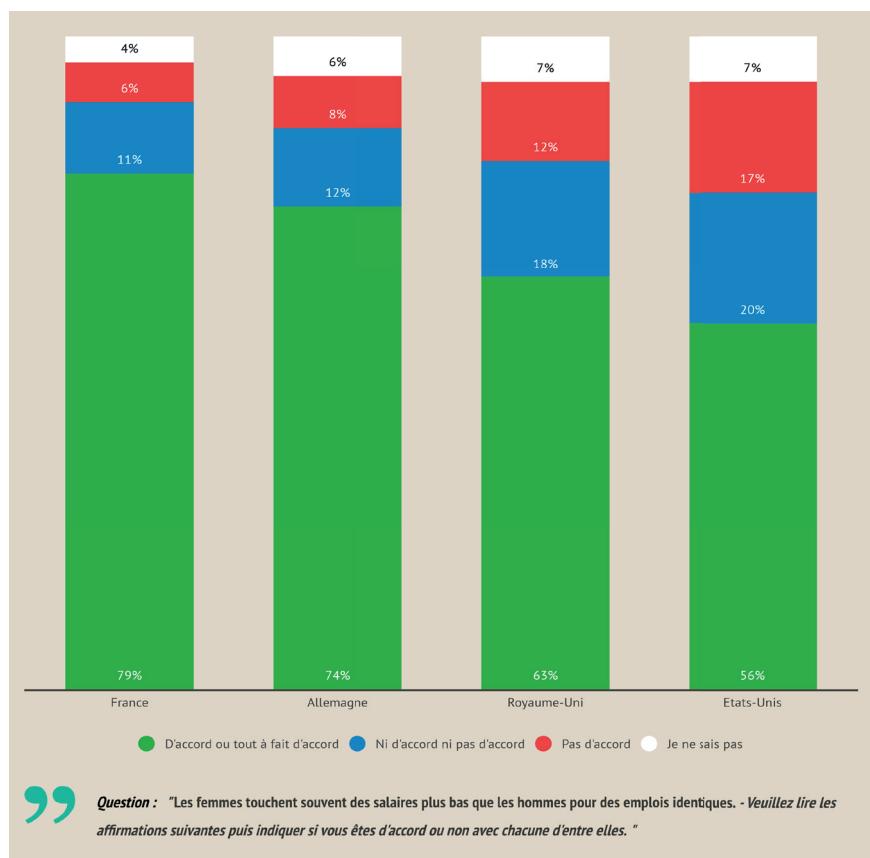
Quand 85% des femmes perçoivent une différence fréquente de salaire à leur détriment, seuls 72% des hommes semblent en avoir conscience. De la même manière, 16% des hommes (contre 7% des femmes) ne semblent pas à même d'identifier cette disparité de rémunération.



UNE INJUSTICE INÉQUITABLEMENT REMARQUÉE EN FRANCE, EN ALLEMAGNE, AU ROYAUME-UNI ET AUX ETATS-UNIS

De façon générale, on observera qu'aussi bien en Allemagne, en France, au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis, la reconnaissance d'une disparité des rémunérations entre femmes et hommes est perçue comme une situation flagrante par une très forte majorité des répondants (de 56% aux Etats-Unis à 79% en France).

LES INÉGALITÉS DE SALAIRE ENTRE HOMMES ET FEMMES : CONSTAT FACTUEL OU OPINION PERSONNELLE ?



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

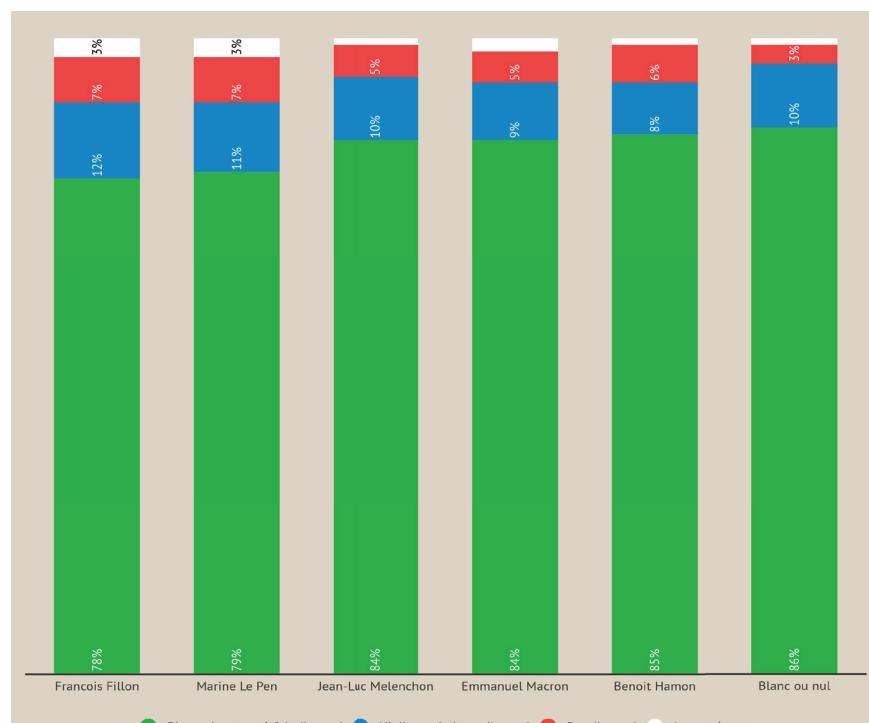
Source : www.ucl.ac.uk

- ◆ Ces perceptions ne sont pas nécessairement le constat de situations objectives mais nous semblent être le fruit de la mise à l'agenda médiatique et politique de ces enjeux dans chacun des pays étudiés. Plus les inégalités sont débattues, plus elles sont reconnues. A en croire le [rapport Global Gender Gap Index 2017](#), les inégalités de salaire effectives entre les hommes et les femmes selon les pays suivent un ordre quasi-opposé à la perception qui en est faite : la France étant moins inégalitaire en la matière (les femmes touchent en moyenne 74% du revenu d'un homme) que l'Allemagne (68%), les Etats-Unis (65%) et le Royaume-Uni (55%).

LA PERCEPTION DE L'INÉGALITÉ DES SALAIRES ENTRE FEMMES ET HOMMES SE REFLÈTE DANS LE VOTE AUX PRÉSIDENTIELLES

Quoique communément reconnue, l'inégalité des salaires entre femmes et hommes est davantage perçue par les électeurs de gauche que par les électeurs de droite.

LES INÉGALITÉS DE SALAIRE ENTRE FEMMES ET HOMMES : UNE PERCEPTION (OU UNE PRÉOCCUPATION ?) DE GAUCHE



“ Question : “Les femmes touchent souvent des salaires plus bas que les hommes pour des emplois identiques. - Veuillez lire les affirmations suivantes puis indiquer si vous êtes d'accord ou non avec chacune d'entre elles.”

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

- ◆ Sur cette question, les opinions des électeurs d'Emmanuel Macron (85%) au premier tour se situent sensiblement au même niveau que celles des électeurs de Jean Luc Mélenchon (84%) et celles de Benoît Hamon (86%).
- ◆ Ceux qui ne perçoivent pas d'inégalité de salaires entre les femmes et les hommes sont à peu près aussi nombreux quel que soit le vote au premier tour de l'élection présidentielle.
- ◆ La différence des points de vue sur l'égalité salariale femmes/hommes en fonction du vote au premier tour de l'élection présidentielle, se situe surtout autour du refus, significatif, de s'impliquer dans cette réponse (ni d'accord, ni pas d'accord).

3. L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES SE TRADUIT DANS LA VOLONTÉ D'UNE ÉGALITÉ PARENTALE

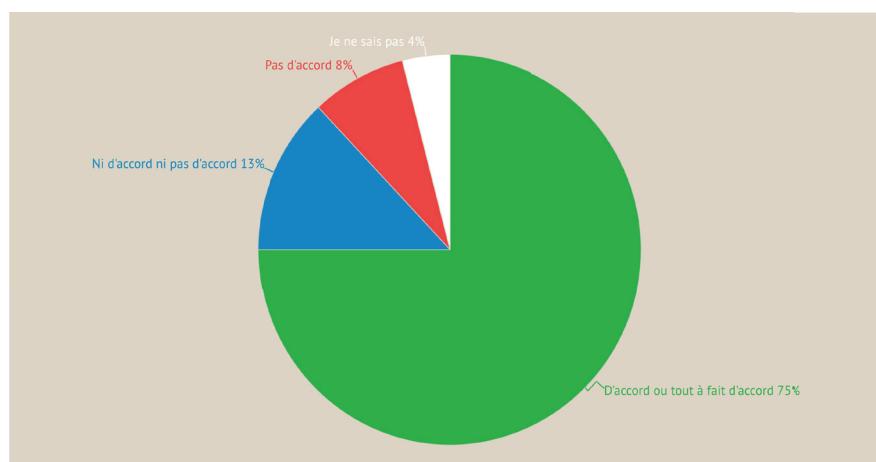
QUESTION POSÉE :

« LES NOUVEAUX PARENTS, AUSSI BIEN LES PÈRES QUE LES MÈRES, DEVRAIENT POUVOIR BÉNÉFICIER DE CONGÉS PAYÉS POUR S'OCCUPER DE LEUR NOUVEAU-NÉ. - Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non. »

RÉSUMÉ

75% des répondants, hommes et femmes confondus, reconnaissent que les congés payés devraient être accordés de façon équitable aux pères et aux mères à la naissance de leurs enfants.

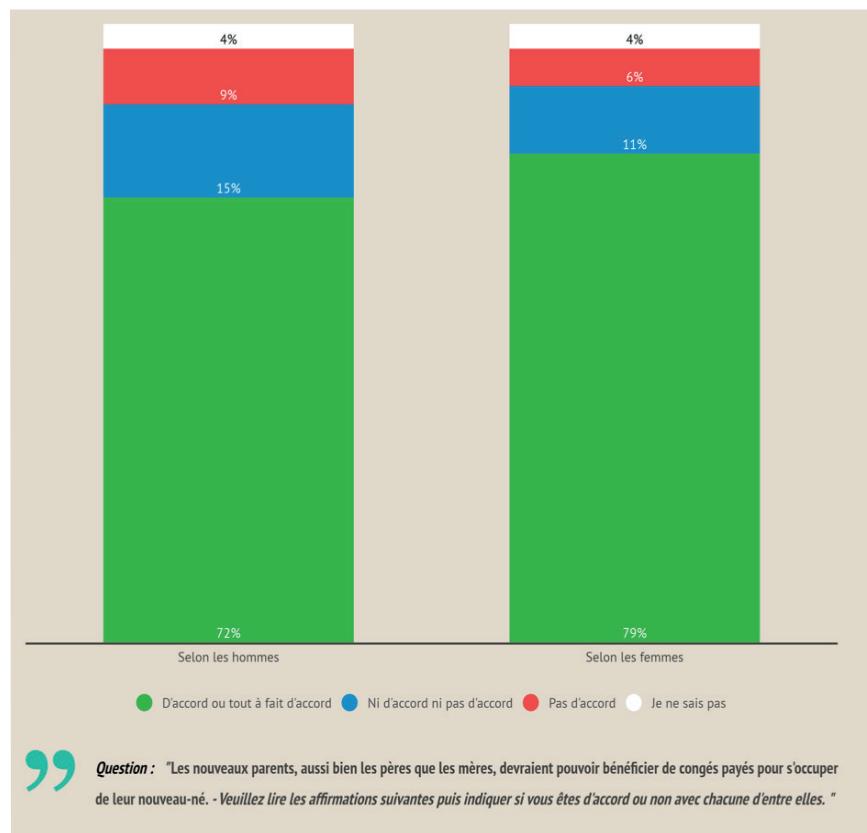
La parentalité apparaît comme un territoire de moins en moins genre, ce qui se traduit par des opinions en faveur d'un rôle équivalent entre les deux parents, alors même qu'il reste de coutume d'accorder davantage de congés à la mère pour s'occuper de leur nouveau-né.



LA REVENDICATION DES CONGÉS PARENTAUX : UN ASPECT DE L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ENTRE FEMMES ET HOMMES

Si on observe la répartition par genre, les femmes sont plus nombreuses (79%) que les hommes (72%) à revendiquer l'évidence d'un congé-paié identique entre hommes et femmes pour s'occuper d'un nouveau né.

UNE PRÉOCCUPATION PLUTÔT PARTAGÉE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

Derrière ces chiffres, on peut, d'une part, voir une revendication «féminine» visant à poser les bases d'un rôle équivalent entre pères et mères dès les premiers jours de l'enfant. Il n'y aurait donc plus d'effet « bébé » signifiant un âge (nouveau-né) dont seules les mères seraient responsables.

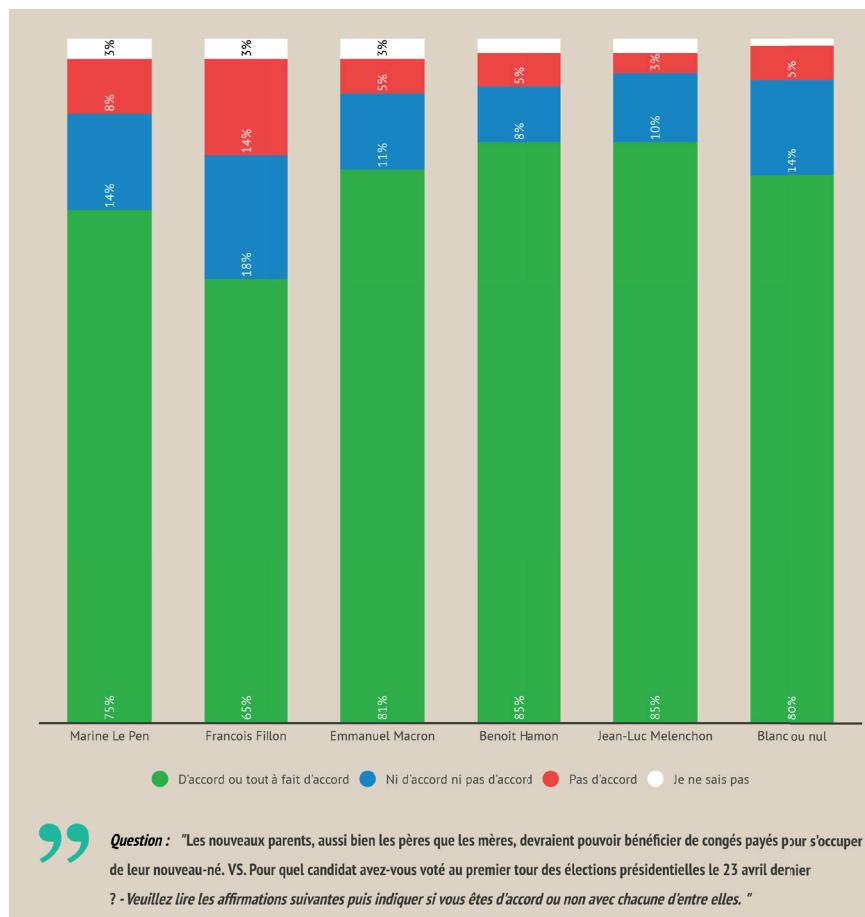
De l'autre côté, on observe que les hommes sont aujourd'hui très majoritaires, et proche des femmes (seulement 7 points de différence), pour reconnaître que le congé parental dès la naissance est une affaire qui inclut indistinctement les pères et les mères.

Enfin, on pourrait émettre l'hypothèse que dans les opinions «masculines», se loge peut-être une revendication personnelle qui soutient une revendication à davantage de congés pour eux-mêmes.

LES CONGÉS PARENTAUX, UNE PRÉOCCUPATION DIFFÉRENNEMENT APPRÉCIÉE PAR LES SYMPATHISANTS DE DROITE ET DE GAUCHE

- ◆ La légitimité des congés payés pour les pères autant que pour les mères, demeure une opinion clivée en fonction des orientations politiques.
- ◆ Quand cette disposition égalitaire s'avère évidente pour 84% des sympathisants de gauche, ils ne sont que 69% des sympathisants de droite à l'envisager.

L'ORIENTATION POLITIQUE OU LA QUERELLE DES ANCIENS ET DES MODERNES ?



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

Cette répartition des opinions reflète une opposition encore légèrement visible entre :

- ◆ Les « progressistes » plutôt rangés à gauche et au centre, pour qui, à plus de 80%, la parentalité ne doit pas être perçue comme un pré-carré féminin même dans les premiers jours qui suivent la naissance.
- ◆ Les « conservateurs », plutôt rangés à droite, qui bien que majoritairement réunis autour de la même opinion, le sont cependant dans des proportions moindres (65%).

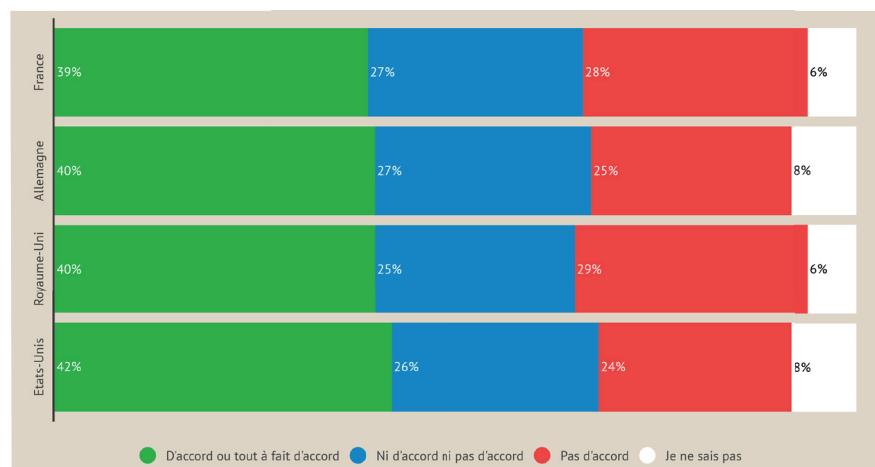
4. LES FEMMES SERAIENT-ELLES PERÇUES COMME UNE MENACE PROFESSIONNELLE PAR ET POUR LES HOMMES ?

QUESTION POSÉE : « LA PLUPART DES HOMMES SE SENTENT MENACÉS PAR LES FEMMES CAR ELLES SONT PERFORMANTES. - Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non. »

RÉSUMÉ

Dans les quatre pays, France, Allemagne, Royaume-Uni et Etats-Unis, les répondants hommes et femmes reconnaissent majoritairement et dans des proportions extraordinairement similaires (environ 40%), que les hommes se sentent menacés par la performance des femmes.

Environ 26% ne sont ni d'accord ni en désaccord avec la reconnaissance de cette menace dans les quatre pays, tandis que 27% des répondants expriment ne pas être d'accord avec une telle crainte.

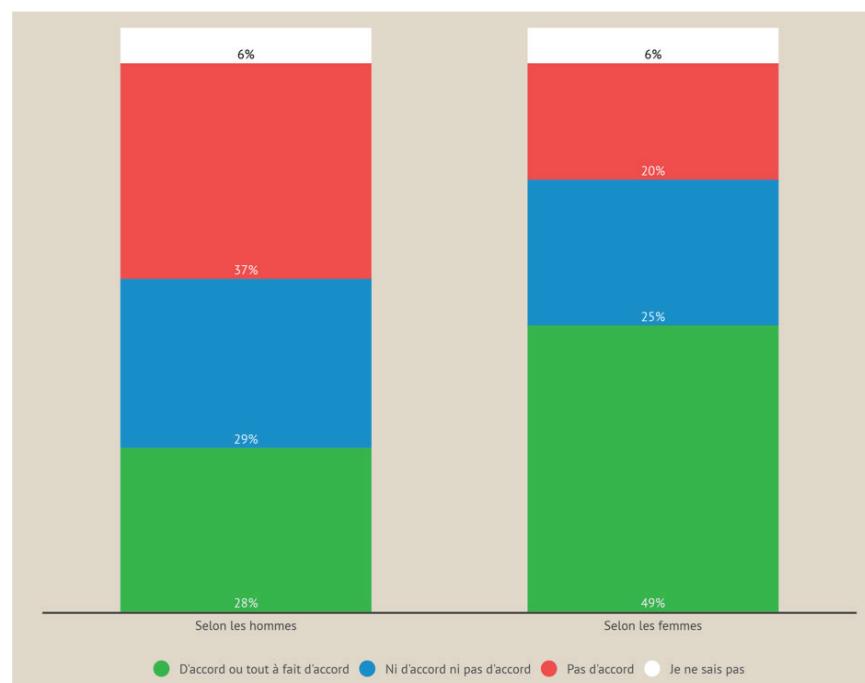


LES HOMMES (PROFESSIONNELLEMENT) MENACÉS PAR LA PERFORMANCE (PROFESSIONNELLE) DES FEMMES ?

En France, les hommes (28%) sont nettement moins nombreux que les femmes (49%) à reconnaître une quelconque menace des femmes sur le plan professionnel.

Cette différence d'appréciation entre les hommes et les femmes se retrouve dans des proportions similaires parmi ceux qui reconnaissent une menace (plutôt les femmes) que parmi ceux qui ne sentent pas de menace (plutôt les hommes).

UNE MENACE RECONNUE PAR LES FEMMES, ET PARTIELLEMENT NIÉE PAR LES HOMMES



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

Ces réponses expriment une opposition des points de vue entre hommes et femmes, à propos d'un ressenti subjectif relatif à une menace dont les femmes seraient les auteurs, et dont les hommes seraient les victimes.

Telle que posée, il n'est pas interdit de penser que la reconnaissance d'une menace émanant des femmes du fait de leurs performances, est probablement difficilement exprimable par les hommes dans la mesure où cette reconnaissance pourrait s'apparenter à un aveu de faiblesse de leur part. La question étant polysémique, certains hommes peuvent aussi partager cet avis s'agissant des autres hommes, sans pour autant se sentir personnellement menacés...

5. AVANT TOUTE AUTRE CHOSE : LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES !

QUESTION POSÉE :

« UNE DES PRIORITÉS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES EST LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES. Veuillez classer par priorité les propositions suivantes relatives à l'égalité entre les sexes. »

RÉSUMÉ

Dans le contexte d'une politique qui serait décidée et mise en place par les organisations internationales en faveur de la lutte pour l'égalité des sexes, les français ont été invités à classer des propositions d'action ou d'investissement par rang de priorité.

Lutter contre les violences faites aux femmes est une priorité plébiscitée devant toute autre thématique comme s'il s'agissait de répondre à une urgence.

Les autres items sont davantage relatifs à des projets dont les effets s'inscrivent dans le moyen ou long terme, à la manière d'une stratégie de développement. Ainsi, les thématiques liées à l'autonomisation professionnelle des femmes, donc financière et matérielle, représentent un second groupe de priorités.

L'accès aux besoins essentiels (énergie/eau) forme un troisième groupe de priorités, comme s'il s'agissait là de « priorités de base » du développement, non spécifiques à la problématique des femmes.

Le soutien à des groupes spécifiques de femmes (travailleuses du sexe/femmes en politique) forme un quatrième groupe à la priorité relative.

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : UNE PRIORITÉ INTERNATIONALE SOUTENUE PAR LES FRANÇAIS

- ◆ Ces réponses ont été obtenues entre le 9 mai et le 7 juin 2017, soit avant que n'éclatent les scandales de violences subies par les femmes, révélés par l'affaire Weinstein.
- ◆ Les investissements locaux en faveur de l'égalité des sexes ou de la formation des hommes à l'égalité des sexes, n'apparaissent pas comme étant (ou devant être) des priorités pour les organisations internationales.

UNE URGENCE DAVANTAGE QU'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

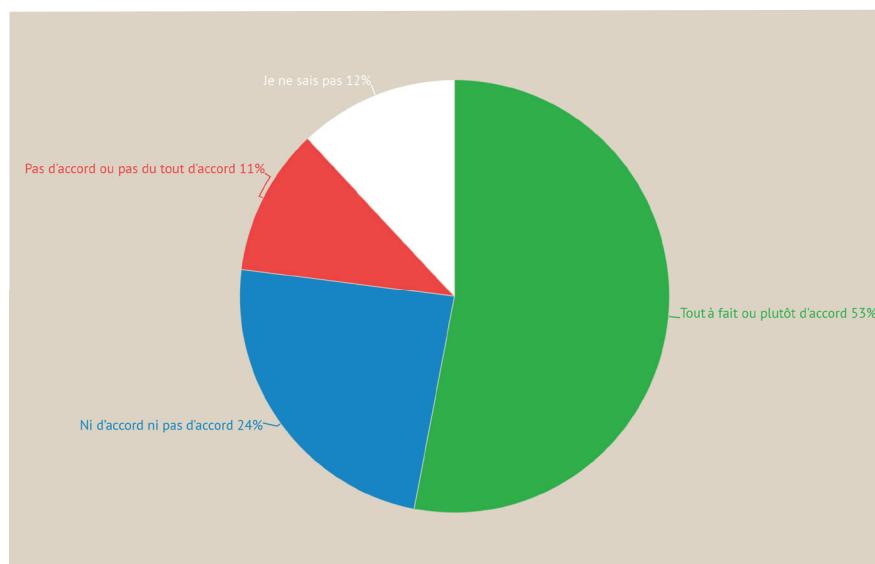
- ◆ Ce choix prioritaire, de lutter contre les violences faites aux femmes, souligne la volonté d'agir sur un phénomène qui a trait à l'immédiat, à une urgence non hiérarchisable consistant à préserver l'intégrité physique et morale des femmes.
- ◆ Cette priorité soulignée s'attaque aux symptômes sociaux défavorables aux femmes (les violences subies), mais ne s'attache pas tant à la correction des causes identifiées comme positionnant invariablement les femmes sous la domination des hommes (formation des hommes, représentation des femmes en politique, actions locales, etc.), hiérarchisées en second plan.

6. PROMOUVOIR LE DROIT DES FEMMES : UNE PRIORITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE ?

QUESTION POSÉE :

« ETES-VOUS D'ACCORD OU EN DÉSACCORD AVEC LA PHRASE SUIVANTE : PROMOUVOIR LES DROITS DES FEMMES DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES DEVRAIT ÊTRE UNE DES PRIORITÉS DE L'AIDE INTERNATIONALE DE LA FRANCE. »

RÉSUMÉ



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

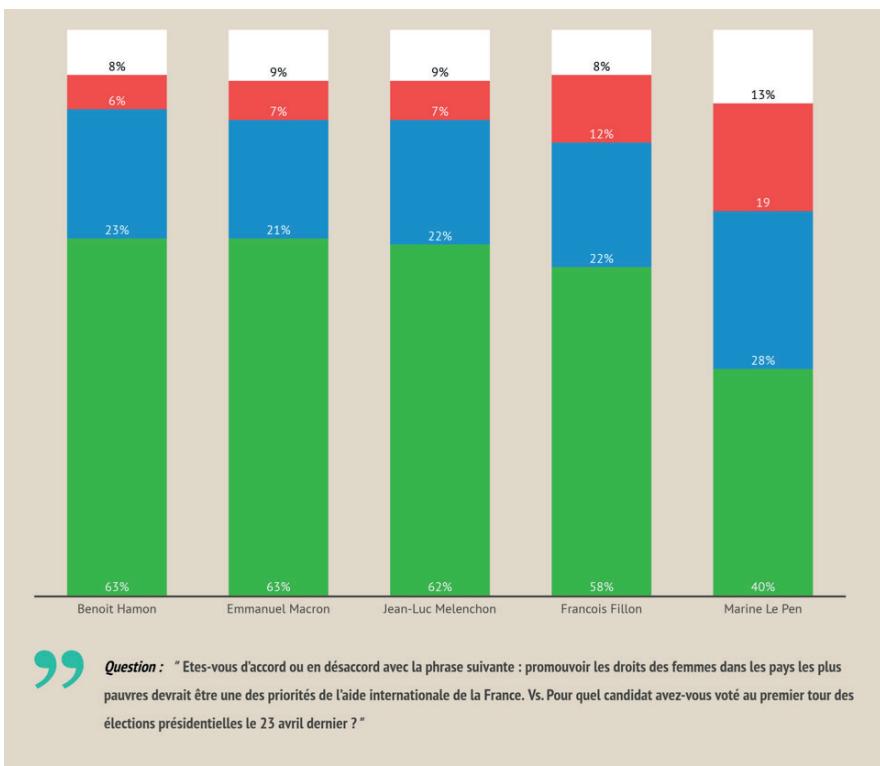
En faisant appel à la notion de « droit des femmes », cette question recueille un assez large consensus.

- ◆ 53% des répondants sont d'accord avec le fait d'identifier le droit des femmes comme une priorité de l'aide de la France à destination des pays pauvres.
- ◆ On peut aussi remarquer que 77% des répondants sont d'accord ou ne s'opposent pas à cet énoncé, tandis que seuls 11% déclarent être en désaccord avec cette priorité.
- ◆ Le genre des répondants n'est absolument pas déterminant sur cette question.
- ◆ C'est dans la catégorie des 50+ ans que les droits des femmes sont le plus fortement perçus comme devant constituer une priorité de l'aide de la France.

EN MATIÈRE D'AIDE, DONNER LA PRIORITÉ AUX DROITS DES FEMMES RECUEILLE UN LARGE SOUTIEN TRANSPARTISAN

- ◆ Le consensus en faveur de la priorité donnée aux droits des femmes est fort et confirmé.
- ◆ Lorsque la question posée interroge le « soutien à l'émancipation des femmes » au lieu de s'appuyer sur l'expression « droits des femmes », les réponses sont sensiblement les mêmes.

UN CONSENSUS PLUTÔT PARTAGÉ SUR L'ÉCHIQUIER POLITIQUE (SAUF CHEZ LES ÉLECTEURS FN)



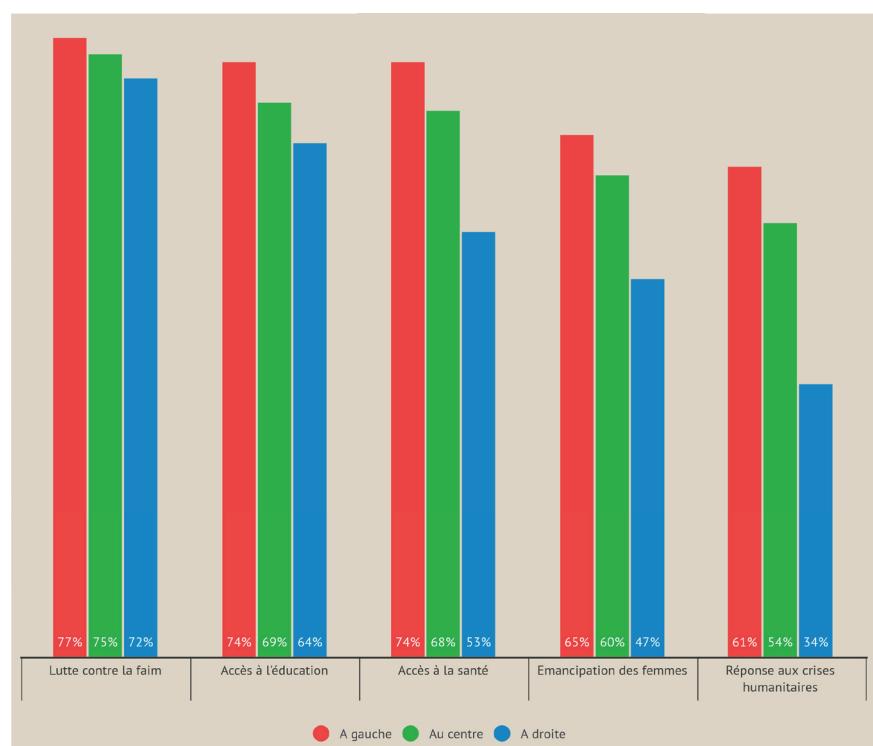
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6202 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 9 mai et le 7 juin 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

- ◆ La question du droit des femmes n'est pas (ou peu) clivante d'un point de vue politique.
- ◆ La priorité donnée au droit des femmes dans le cadre de l'aide internationale de la France reçoit un soutien de la majorité absolue des électeurs de gauche, du centre et de droite au premier tour des dernières élections présidentielles.
- ◆ Les électeurs du Front National se distinguent sur ce point en partageant cette opinion avec moins de conviction (40%).

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES, UN PROJET EN CONCURRENCE AVEC D'AUTRES PRIORITÉS DE L'AIDE PUBLIQUE DE LA FRANCE

- ◆ Bien que le « droit des femmes » soit ici interrogé à partir de l'expression « émancipation des femmes », dans les deux cas, la mesure des opinions demeure plutôt similaire.
- ◆ Ce graphique représente les réponses des français qui sont « d'accord ou tout à fait d'accord » avec chacune des priorités interrogées : santé, éducation, nutrition, émancipation des femmes, crises humanitaires.

« SELON VOUS, APPORTER UNE RÉPONSE À... DEVRAIT-IL ÊTRE UNE PRIORITÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE EN FAVEUR DES PAYS LES PLUS PAUVRES ? »



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

De gauche à droite, les priorités de l'aide publique au développement avec lesquelles les Français sont « d'accord ou tout à fait d'accord », montrent que lutter contre la faim recueille le plus d'opinions favorables. Vient ensuite l'accès à l'éducation (2ème priorité), l'accès à la santé (3ème priorité), l'émancipation des femmes (4ème priorité) et enfin, les crises humanitaires (5ème et dernière priorité).

Quelles que soient les sympathies politiques, cet ordre des priorités se duplique dans le même ordre.

De façon générale, les sympathisants de gauche sont toujours plus enclins que les sympathisants de droite à reconnaître/identifier des priorités de l'aide publique au développement.

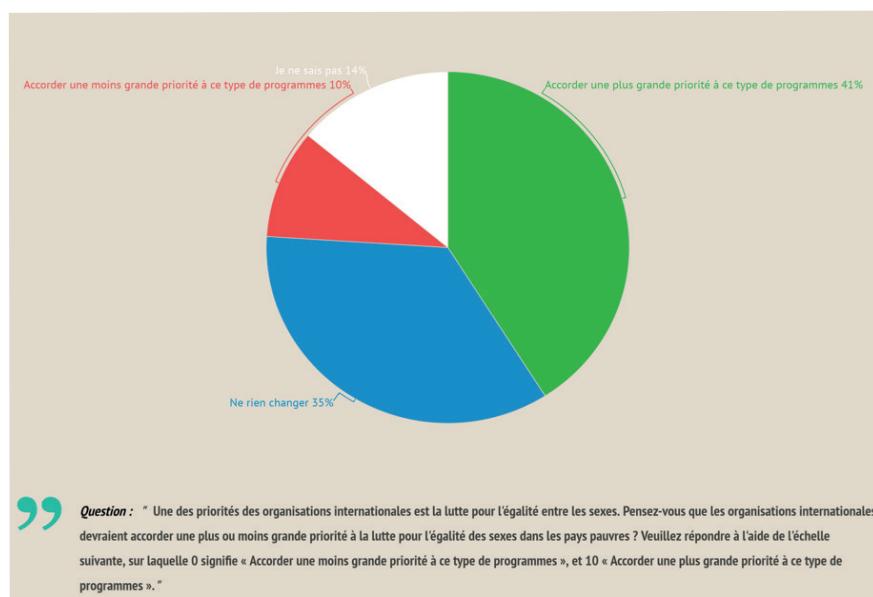
C'est sur la question de la faim que les opinions gauche/droite confondues sont les plus synchrones.

7. L'ÉGALITÉ DES SEXES : UNE PRIORITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ?

QUESTION POSÉE :

« PENSEZ-VOUS QUE LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DEVRAIENT ACCORDER UNE PLUS OU MOINS GRANDE PRIORITÉ À LA LUTTE POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES ? »

RÉSUMÉ



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à ± 2%. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

Il y a un fort consensus (41%) pour un plus grand engagement des organisations internationales en faveur de l'égalité femmes-hommes. Une opinion qui certes n'engage pas les répondants qui déclarent avec facilité et distance cette question sociétale contemporaine, dans les mains d'entités lointaines et mal définies, que sont les organisations multilatérales.

L'âge, le genre des répondants, ou l'orientation politique n'influent que très légèrement les opinions face à cette question.

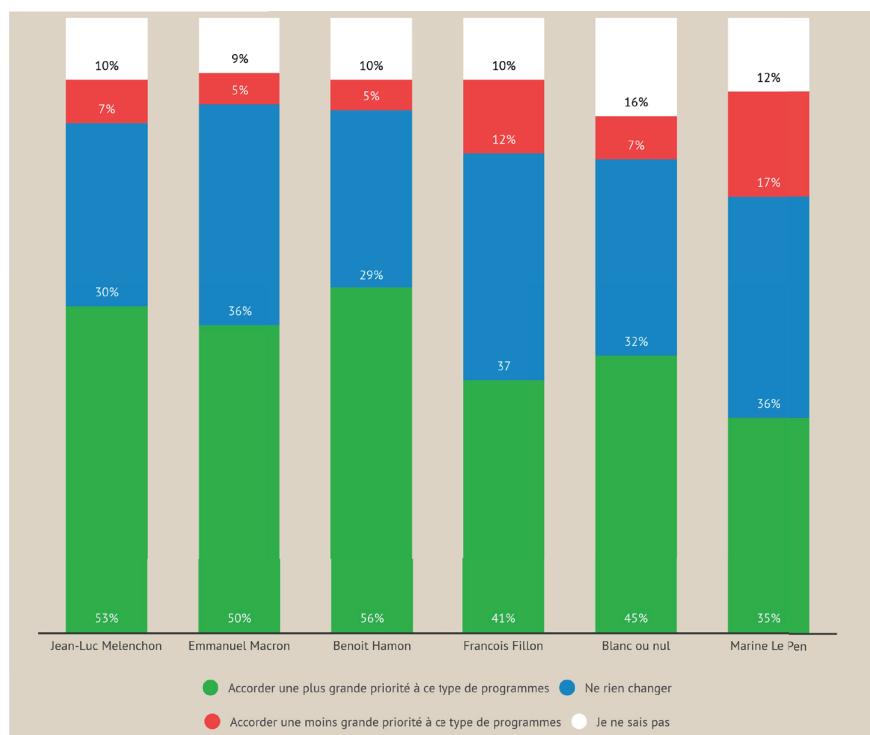
Cependant, on peut noter que la « volonté que les organisations internationales ne changent rien », agit presque comme une réponse-défouloir (35%). Cela souligne un engouement très relatif à cette question en tant que telle. Ou bien doit-on regarder à travers ce chiffre, une incapacité des répondants à se positionner, qu'il faudrait sans doute imputer à la méconnaissance des acteurs intervenant sur la scène internationale.

L'ÉGALITÉ DES SEXES INVESTIE PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES : UNE PRIORITÉ « TEINTÉE DE GAUCHE »

Sur cette question, l'orientation politique est un marqueur notoire.

37% des sympathisants de droite contre 55% des sympathisants de gauche estiment que les organisations internationales devraient accorder une plus grande importance à la lutte pour l'égalité des sexes.

SUR CETTE QUESTION, LA RÉPUBLIQUE EN MARCHE APPARAÎT COMME LE « CENTRE DE LA GAUCHE »



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

Sur cette question, les électeurs (1er tour) de la République en Marche ont des opinions à mi-chemin entre les électeurs de la gauche traditionnelle et les électeurs de la gauche radicale.

Plus les répondants ont voté à droite et plus ils se réfugient derrière la réponse qui engage le moins : « ne rien changer ».

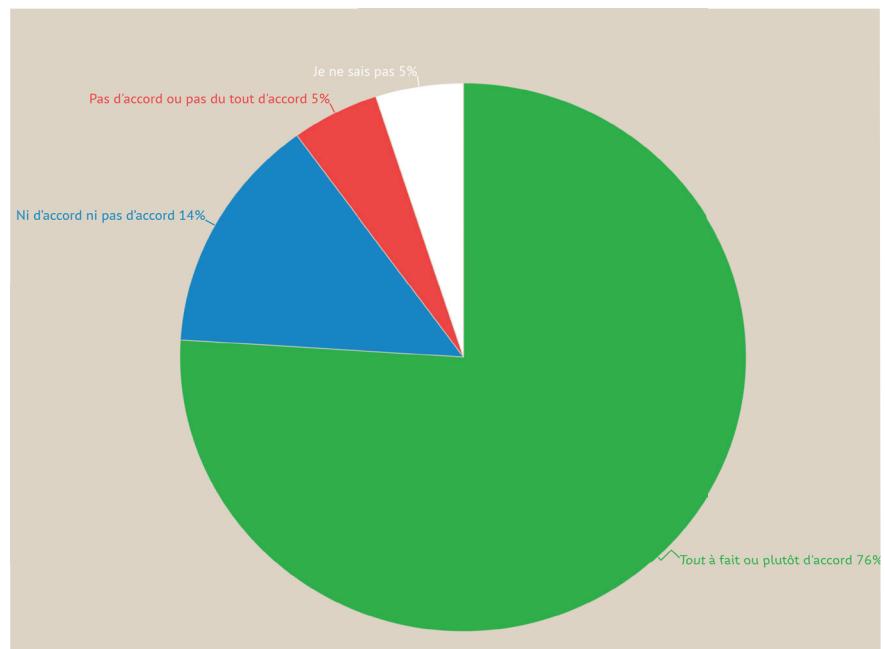
Ces réponses ayant été initialement obtenues à partir d'une grille allant de 0 (accorder une moins grande priorité) à 10 (accorder une plus grande priorité), les réponses intermédiaires signifiant « ne rien changer » agissent comme l'expression d'une absence d'engouement ou de capacité de répondre pour la question elle-même.

8. L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES DANS LE MONDE : UNE QUESTION DE JUSTICE ?

QUESTION POSÉE :

« LUTTER CONTRE L'INÉGALITÉ DES SEXES À TRAVERS LE MONDE EST UNE CHOSE JUSTE. »

RÉSUMÉ



Si ce questionnement touche davantage aux convictions personnelles qu'à un véritable engagement concret, qu'il soit individuel ou politique, il n'en reste pas moins que d'une seule voix, 76% des citoyens français estiment qu'il est « juste » de lutter contre l'inégalité des sexes.

Il est ici fait appel aux opinions personnelles à travers le questionnement d'une valeur : ce qui est juste et, par opposition, ce qui ne le serait pas.

Cette opinion ne souffre que peu de contradiction, quel que soit l'âge, le sexe ou les orientations politiques, même si, de façon contre-intuitive, les jeunes de moins de 25 ans sont moins nombreux (78%) que leurs ainés de plus de 50 ans (84%) pour signifier que lutter contre l'inégalité des sexes à travers le monde est une chose juste.

Les électeurs de droite (73%) sont moins nombreux que les électeurs du centre (79%) et de gauche (85%) à reconnaître la légitimité de la lutte contre les inégalités entre les sexes à travers le monde.

En revanche, les pourcentages de répondants se déclarant en désaccord avec le fait qu'il est juste de lutter contre l'inégalité des sexes à travers le monde, sont les mêmes quels que soient les discriminants, âge, sexe ou orientation politique.

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

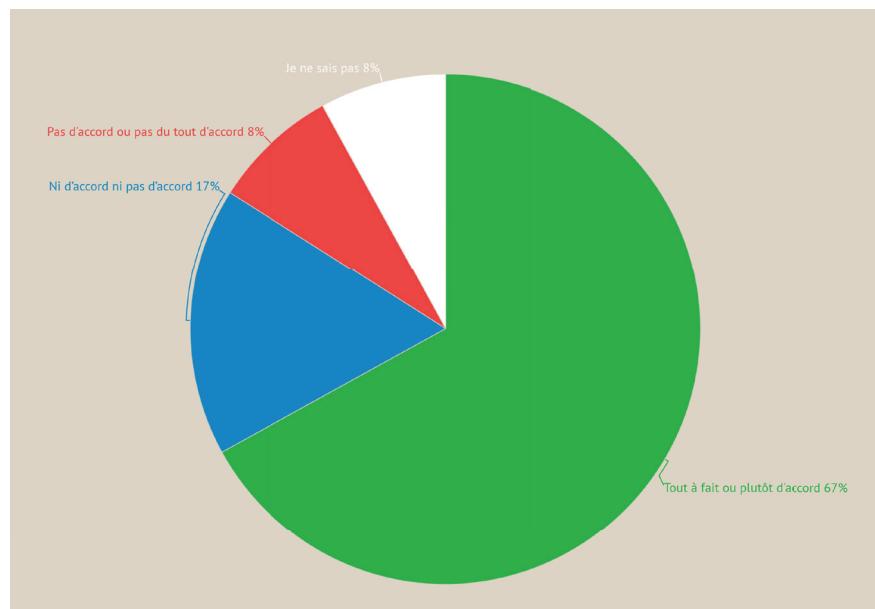
Source : www.ucl.ac.uk

9. LUTTER CONTRE L'INÉGALITÉ DES SEXES SERAIT UN INVESTISSEMENT PERTINENT

QUESTION POSÉE :

« LUTTER CONTRE L'INÉGALITÉ DES SEXES À TRAVERS LE MONDE EST UN INVESTISSEMENT PERTINENT. »

RÉSUMÉ



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.

Source : www.ucl.ac.uk

L'idée que la lutte contre l'inégalité des sexes à travers le monde est un investissement pertinent est très fortement plébiscitée (67%). Ce qui revient à dire que favoriser l'égalité des sexes à travers le monde est également un très bon investissement.

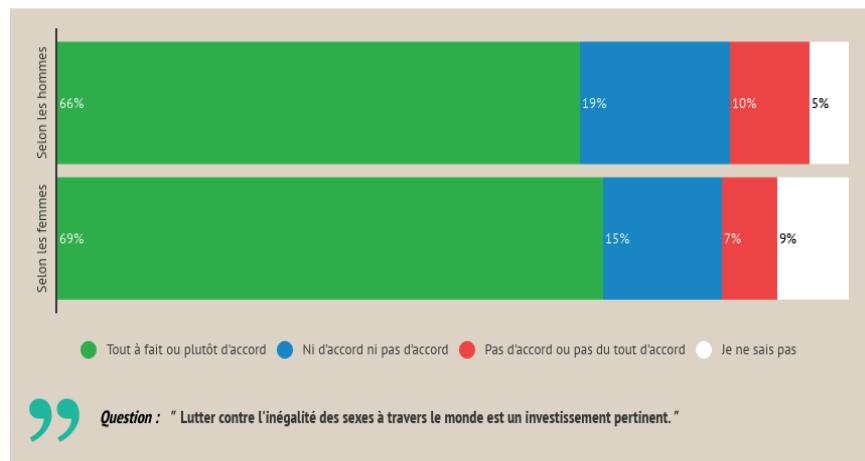
Cette approche de la lutte contre l'inégalité des sexes à l'échelle mondiale rassemblent les opinions françaises.

Il ne s'agit plus d'un questionnement basé sur des valeurs, mais bien d'une collecte d'opinions qui reposent sur une dimension pragmatique.

Derrière le qualificatif « pertinent », il faut sans doute voir une expression qualifiant positivement l'investissement en termes d'« efficacité ».

UNE CERTITUDE PLUS AFFIRMÉE CHEZ LES FEMMES ET CHEZ LES PERSONNES DIPLOMÉES

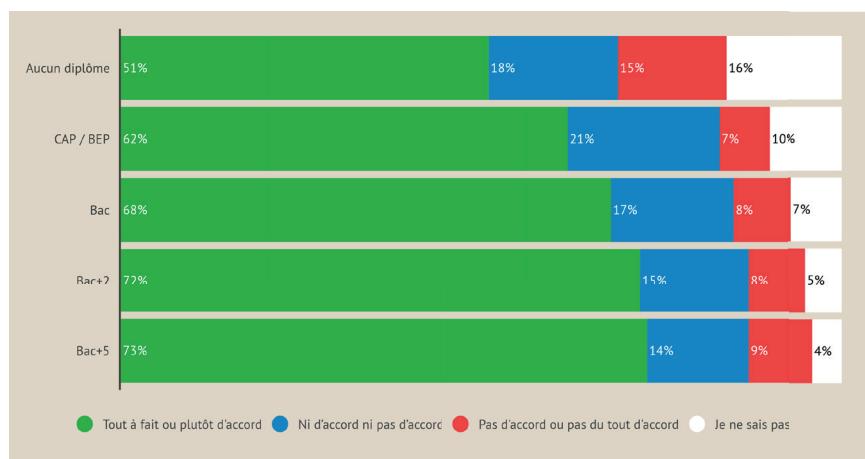
- ◆ Les femmes (69%) sont légèrement plus nombreuses que les hommes (66%) à considérer la lutte contre l'inégalités des sexes comme un investissement pertinent.
- ◆ De la même façon, le niveau d'éducation apparaît comme un facteur majeur favorisant la perception que l'égalité des sexes représente un projet qu'il serait pertinent de mettre en place.



Non seulement cette opinion est beaucoup plus marquée chez les répondants qui ont au minimum un bac +2 (72%) par rapport à ceux qui n'ont pas de diplôme (51%).

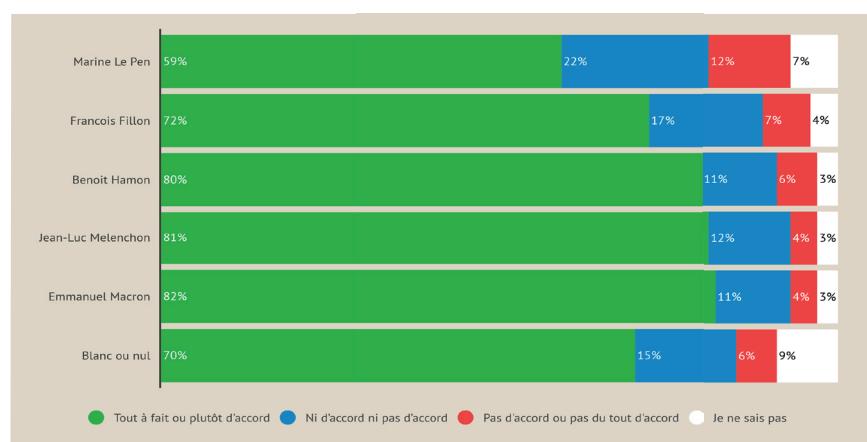
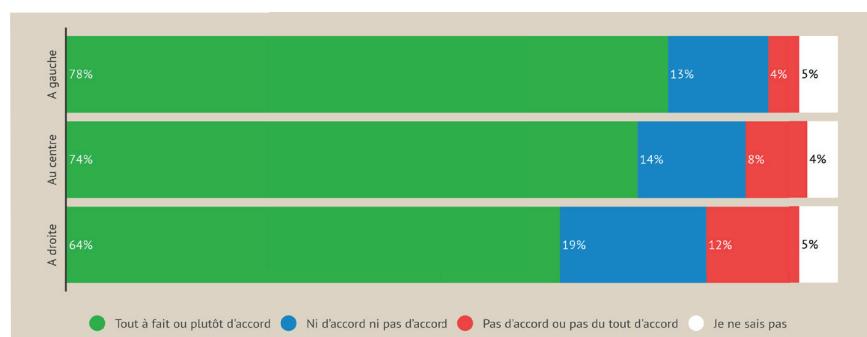
Mais surtout, la capacité de formuler une opinion sur cette question est également beaucoup plus forte chez ceux qui ont le plus étudié (96%), par rapport à ceux qui n'ont pas de diplôme (84%).

Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk



LUTTER CONTRE L'INÉGALITÉ DES SEXES : UN INVESTISSEMENT À GÉOMÉTRIE VARIABLE SELON LES PRÉFÉRENCES POLITIQUES

- Les sympathisants de droite (64%) sont moins enclins à reconnaître la pertinence de cet investissement en faveur de l'égalité des sexes comparés aux sympathisants de gauche (78%).
- Malgré tout, les opinions des sympathisants de droite penchent très majoritairement en faveur de la reconnaissance d'un investissement pertinent (64%) contre seulement 12% qui ne sont pas d'accord.
- En conclusion, quelles que soient les opinions politiques, les points de vue sur la lutte contre l'inégalité des sexes font consensus.



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

En observant les opinions au regard du vote au premier tour de l'élection présidentielle, ce sont les électeurs d'Emmanuel Macron qui semblent le plus à même à considérer la lutte contre l'inégalité des sexes comme un investissement pertinent (82%). Ces opinions sont suivies de très près par les électeurs de Jean Luc Mélenchon et de Benoit Hamon, tandis qu'à l'opposé du spectre politique, seuls 59% des électeurs de Marine Le Pen partagent cette opinion.

Ceux qui ont voté blanc ou nul ont des opinions qui se situent entre celles des électeurs de Marine Le Pen et les électeurs de François Fillon, quand il s'agit d'estimer si la lutte contre les inégalités des sexes constitue, ou non, un investissement pertinent.

10. PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES OU LA CRAINTE D'UN ETHNOCENTRISME

QUESTION POSÉE :

« LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT VISANT À L'ÉGALITÉ DES SEXES SONT LE FRUIT DE L'IMAGINATION DE FEMMES OCCIDENTALES, D'UNE CERTAINE ÉLITE ET NE SONT PAS CONÇUS DANS L'INTÉRÊT DES FEMMES VIVANT DANS LES PAYS PAUVRES. »

RÉSUMÉ

L'égalité entre les sexes telle que définie en France génère, quand on l'interroge, des craintes d'ethnocentrisme. Le principe d'égalité pensé et défini ici, serait susceptible de ne pas être adapté aux femmes des pays en développement.

Cette question - qui force volontairement le trait - divise les répondants. Elle interroge et met en lumière, en creux, la crainte d'une imposition par le Nord, d'un principe d'égalité des sexes qui serait occidentalocentré.

En écho avec ce qui s'observe en focus groupes, ces chiffres traduisent l'expression d'une nécessité d'avancer prudemment lorsqu'il s'agit, en tant que ressortissant de pays du Nord, de faire changer des pratiques ou des opinions dans les pays du Sud.

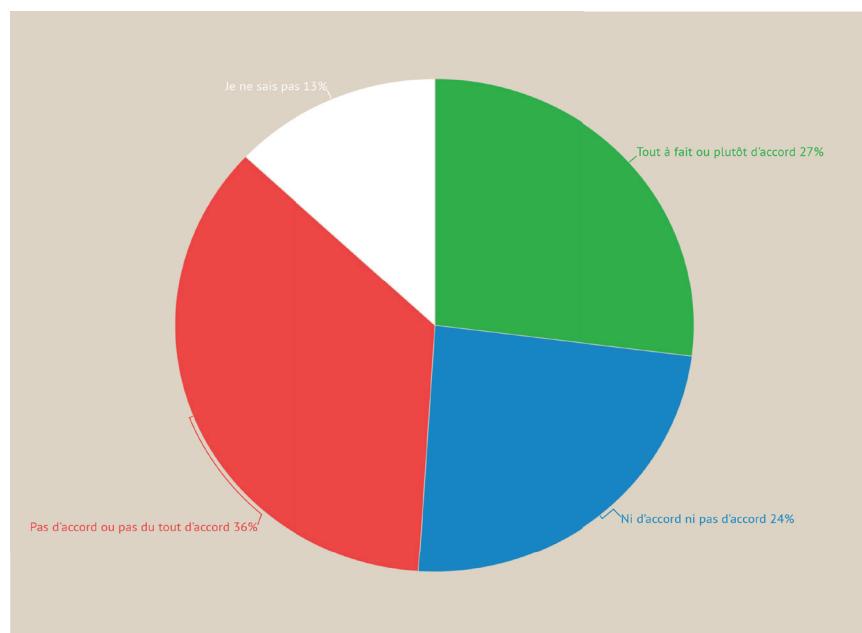
Le souvenir de l'ingérence des colons (souvent cité dans les études qualitatives menées) conjugué à la conscience partagée des différences culturelles (historiques, religieuses, etc.) suggère qu'il est important de ne rien brusquer en matière d'organisation de la société. Il paraît important de veiller à ne pas être intrusif, de s'assurer que ne se rejoue pas une imposition au Sud de points de vue pensés et argumentés au nord.

Les réticences évoquées dans les focus groupes relèvent souvent d'une question qui a trait au registre indéterminé du respect ou de l'irrespect.

L'EXPRESSION DES RISQUES À L'IDÉE DE PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES SEXES AU MÉPRIS DES DIFFÉRENCES CULTURELLES

- ◆ Promouvoir l'égalité des sexes de par le monde, comme s'il s'agissait d'un principe fondamental qui ne souffrirait aucune contradiction, est un projet qui donne lieu à des opinions très partagées.
- ◆ On retrouve dans les réponses globales, des opinions qui expriment sans doute une inquiétude à l'idée de générer des dommages collatéraux dans les pays en développement, parallèlement au souhait d'apporter du « mieux ».

LE MIEUX SERAIT-IL PARFOIS L'ENNEMI DU BIEN ?



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

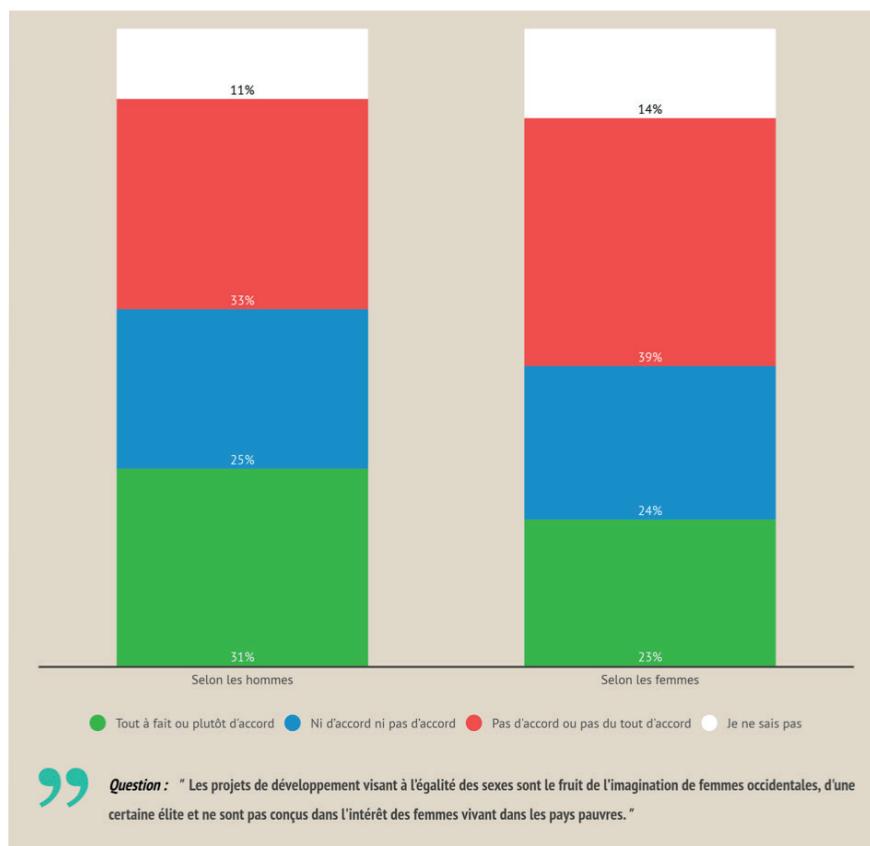
Dans tous les cas de figure, ceux qui estiment que les projets de développement visant à l'égalité des sexes sont davantage portés par l'imagination de femmes occidentales que par l'intérêt des femmes des pays pauvres, sont toujours moins nombreux que ceux qui pensent le contraire.

Ainsi formulée, le questionnement sur les projets visant à l'égalité des sexes dans les pays pauvres, ne génère pas de fort consensus dès lors que nous sommes en présence de deux approches culturelles différentes sur cette problématique de genre, opposant des conceptions occidentales « progressistes » d'une part et des spécificités culturelles des pays en développement d'autre part.

UNE VIGILANCE DAVANTAGE MASCULINE QUE FÉMININE

- ◆ Les hommes sont sensiblement plus nombreux (31%) que les femmes (23%) à considérer que l'égalité entre les sexes serait issue d'un point de vue des femmes occidentales en contradiction avec l'intérêt des femmes des pays en voie de développement.
- ◆ Parallèlement, 33% des hommes s'opposent à cette idée contre 39% des femmes.

OU L'ATTACHEMENT À UN PROJET ÉGALITAIRE PARTICULIÈREMENT SÉDUISANT POUR LES FEMMES ?



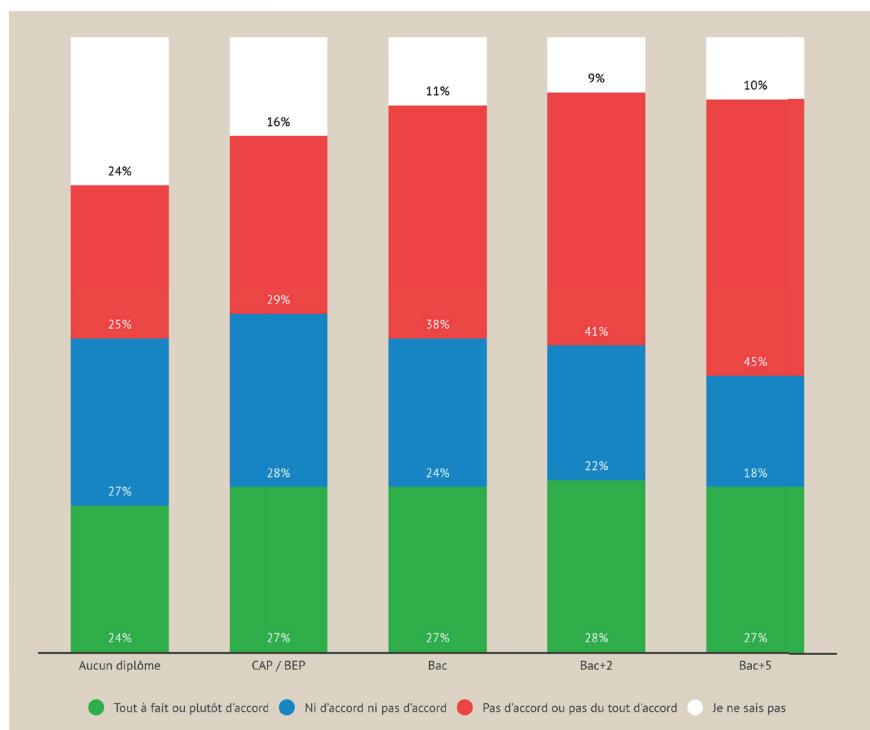
Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates.
Source : www.ucl.ac.uk

- ◆ Les hommes démontrent davantage que les femmes une réticence à imposer ce concept d'égalité dans les pays du Sud.
- ◆ On peut aussi conclure que les femmes se sentent plus attachées à l'idée de l'égalité entre les sexes d'un point de vue universel, quel que soit le pays où ce « progrès » serait promu.
- ◆ Cette question semble ainsi mettre en exergue une revendication de genre affirmée par delà les frontières.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES : UNE VALEUR NON-ÉLITISTE POUR LES PLUS DIPLÔMÉS...

- ◆ Cette question fait appel à un point de vue qui oppose des différences culturelles tout en interrogeant le principe de l'égalité des sexes au titre d'une valeur universelle.
- ◆ Ces chiffres nous confirmont qu'il y a là un débat à mener et que l'éducation est particulièrement impactante pour forger les opinions sur cette question.

... UNE QUESTION SANS RÉPONSE (SANS INTÉRÊT ?) POUR LES NON-DIPLÔMÉS



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

“

Question : "Les projets de développement visant à l'égalité des sexes sont le fruit de l'imagination de femmes occidentales, d'une certaine élite et ne sont pas conçus dans l'intérêt des femmes vivant dans les pays pauvres."

45% des répondants diplômés (Bac+5) contre 24% des non-diplômés sont en désaccord avec l'idée que les projets de développement visant à l'égalité des sexes sont le fruit de l'imagination de femmes occidentales, à l'encontre de l'intérêt des femmes vivant dans les pays pauvres.

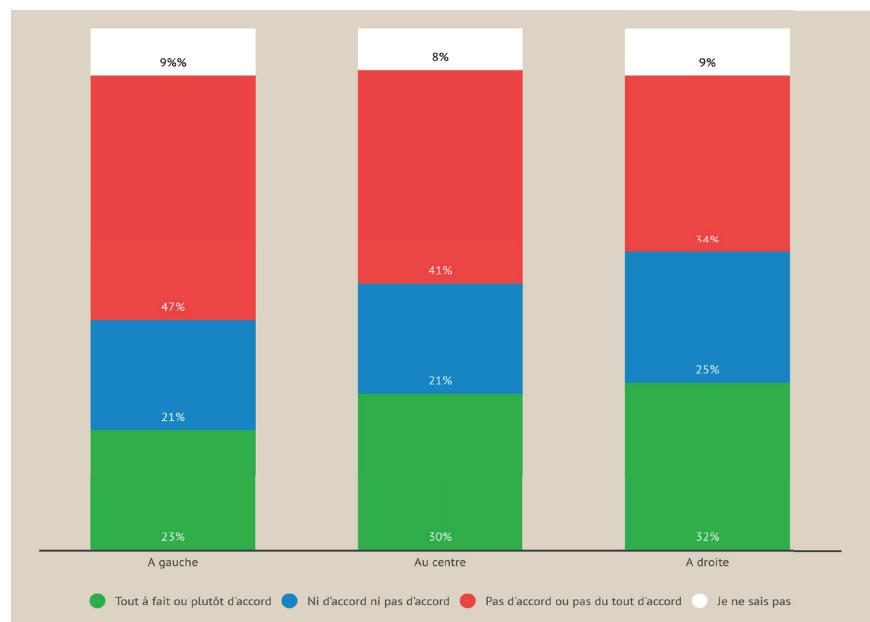
24% des non-diplômés reconnaissent ne pas savoir répondre à cette question ainsi formulée, contre seulement 9% des Bac +2/5.

Les réponses opposent une crainte de l'ingérence du nord à la volonté de concevoir l'égalité entre les sexes comme un bienfait pour toutes les femmes, notamment dans le cadre du développement.

UNE VIGILANCE PORTÉE PAR LES SYMPATHISANTS DE DROITE...

- ◆ 23% de sympathisants de gauche contre 32% des sympathisants de droite reconnaissent que l'égalité des sexes est susceptible d'être perçu comme un concept pensé par les élites des pays du nord, en inadéquation avec l'intérêt des femmes dans les pays du Sud.
- ◆ Dans les mêmes proportions, 47% des sympathisants de gauche réfutent cette vigilance, contre 34% des sympathisants de droite.

... PLUTÔT NIÉE PAR LES SYMPATHISANTS DE GAUCHE



Ces résultats sont issus des réponses formulées par 6026 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et interrogées en ligne entre le 8 et le 27 novembre 2017 par l'Institut YouGov. La marge d'erreur moyenne s'élève à $\pm 2\%$. Ces données pondérées sont le fruit d'une recherche comparative (AAT) menée par Jennifer Hudson (UCL, Londres) et David Hudson (University of Birmingham) et financée par la Fondation Bill & Melinda Gates. Source : www.ucl.ac.uk

Sur cette question relative à l'égalité des sexes, les sympathisants de gauche sont plus nombreux que les sympathisants de droite à ne pas reconnaître de dichotomie entre l'égalité des sexes telle qu'elle serait pensée par les femmes occidentales d'une part, et l'intérêt des femmes vivant dans les pays pauvres d'autre part.

Ces opinions nous enseignent des tendances. Les sympathisants de gauche sont plus enclins à faire valoir l'égalité des femmes comme un universalisme indépendant des cultures dans lesquelles ce principe s'appliquerait, tandis que les sympathisants de droite marquent une réticence à l'ingérence d'idées qui seraient le reflet d'un progressisme occidental, sans doute par respect pour les pratiques culturelles ou tout au moins la singularité des pays du Sud.

En d'autres termes, ces réponses dévoilent une hiérarchie opposant spécificités culturelles et principes universels. Pour les répondants de gauche, la valeur d'égalité entre femmes et hommes s'imposerait davantage comme une priorité. Pour les électeurs de droite, par contre, la culture locale ne saurait être bouleversée par des principes venus d'ailleurs.



LE BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le Baromètre de la Solidarité Internationale a pour ambition d'alimenter les stratégies de sensibilisation, de plaidoyer, de fundraising, de campagne et de communication du secteur du développement dans son ensemble.

Les données du Baromètre sont tirées du projet Aid Attitudes Tracker : des méthodes d'enquête qualitative et par sondage, réalisées deux fois l'an depuis fin 2013, portant sur les attitudes et opinions des citoyens à l'égard de l'aide au développement et des enjeux de solidarité internationale en France (ainsi qu'en Allemagne, aux Etats-Unis, et au Royaume-Uni).

Le sondage est conçu de telle manière qu'il permet d'analyser les comportements et les niveaux d'engagement des individus sur les enjeux de développement international, mais aussi les ressorts des attitudes personnelles et leur évolution à travers le temps. Il comporte 120 questions, dont une quinzaine co-construites laissées à la libre discrétion des partenaires de Focus 2030. Il est réalisé auprès d'un échantillon de plus de 6000 personnes représentatives de la population française (méthode des quotas), via un questionnaire en ligne (marge d'erreur de +/- 2%). Enfin, 80% de l'échantillon des personnes interrogées est retenu d'une vague à l'autre : ainsi le Baromètre de la Solidarité Internationale permet-il de manière singulière d'analyser l'évolution des attitudes à travers le temps.

Le projet Aid Attitudes Tracker dont est issu le Baromètre de la Solidarité Internationale en France est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates. Les analyses et la méthodologie sont réalisées par l'institut de sondage YouGov sous la supervision d'une équipe scientifique dirigée par Jennifer Hudson (University College London, School of Public Policy) et David Hudson (University of Birmingham). Les données produites sont ouvertes et accessibles à tous (Open data) afin de nourrir les organisations dans leurs décisions stratégiques et tactiques.

En France, c'est l'association [Focus 2030](#) qui anime et publie le Baromètre de la Solidarité Internationale afin d'alimenter l'ensemble des acteurs du développement présents en France. La mission de Focus 2030 consiste à soutenir les actions de communication, de mobilisation et de plaidoyer des acteurs de la solidarité internationale en vue de l'atteinte des Objectifs de développement durable.

Focus 2030 travaille en France avec de nombreuses ONG, organisations internationales, think tanks et institutions en tant que partenaires et destinataires du Baromètre de la Solidarité Internationale.

En savoir plus sur le projet : <http://www.ucl.ac.uk/political-science/research/projects/aid-attitudes-tracker>

Si vous souhaitez utiliser publiquement les données du Baromètre de la Solidarité Internationale, merci de contacter Fabrice Ferrier, Directeur de Focus 2030 :

fabrice@focus2030.org